

MARIE-PIERRE **REY**

**1812**

Histoire de  
**la campagne  
de Russie**

NOUVELLE ÉDITION



**Champs** histoire

MARIE-PIERRE REY

1812. Histoire de la campagne  
de Russie

« Notre division était anéantie ; ne pouvant avancer par la route, je passais par les champs où s'entassaient derrière moi des horreurs et des chevaux blessés et mutilés, dans un état des plus horribles. Décrire ces horreurs est au-dessus de mes forces. » Sous la plume du lieutenant Andreev qui combattait, tout jeune, dans les rangs de l'armée russe, l'atroce bataille de la Moskova se dérobe. Comment saisir ce que fut la campagne de Russie pour ceux qui la vécurent ? Proposer une histoire humaine de la guerre qui opposa l'Empire français à l'Empire russe, en s'appuyant sur des sources jusque-là négligées et des matériaux d'archives inexplorés : tel est l'objet de ce livre. Les sans-grade, civils ou simples soldats, y tiennent le même rang que les héros de guerre ; la voix du peuple russe s'y mêle à celle des grognards de la Grande Armée, pour éclairer d'un jour nouveau l'affrontement des deux géants qui déchira l'Europe.

**Marie-Pierre Rey**, ancienne élève de l'École normale supérieure, agrégée, professeur d'histoire russe et soviétique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est notamment l'auteur de *1814, un tsar à Paris* et d'une biographie d'Alexandre I<sup>er</sup> (Flammarion) traduite en plusieurs langues.

PRIX PREMIER EMPIRE 2012 DE LA FONDATION NAPOLÉON

En couverture : *Napoléon durant la retraite de Moscou en 1812*. Gravure de Jan van Chelminski.  
© Archives Charmet / Bridgeman Images

Flammarion

1812. HISTOIRE  
DE LA CAMPAGNE  
DE RUSSIE

DU MÊME AUTEUR

- Atlas historique de la Russie*, (avec François-Xavier Nérard), Autrement, 2017, 2019.
- La Russie face à l'Europe d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Flammarion, « Champs histoire », 2016.
- 1814, un Tsar à Paris*, Flammarion, 2014.
- Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar qui vainquit Napoléon*, Flammarion, 2008, 2013 ; 2020 (édition augmentée).
- Les Russes : de Gorbatchev à Poutine*, Armand Colin, 2005 (dir.).
- L'Europe des nationalismes aux nations*, vol. 2. « Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne » (avec Bernard Michel et Nicole Pietri), Sedes, 1996.
- De la Russie à l'Union soviétique, la construction de l'Empire : 1462-1953*, Hachette Éducation, 1994.
- La Tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Publications de la Sorbonne, 1991.

Marie-Pierre Rey

1812. HISTOIRE  
DE LA CAMPAGNE  
DE RUSSIE

*Nouvelle édition*

**Champs** histoire

© Flammarion, 2012, pour l'édition originale.  
© Flammarion, 2014 ; 2021 pour la présente édition en « Champs »  
ISBN : 978-2-0802-6680-4

## AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Empire russe vit au rythme du calendrier julien, en retard de douze jours par rapport au calendrier grégorien en usage dans le reste de l'Europe. Pour éviter de recourir systématiquement à la double datation quelque peu fastidieuse, j'ai opté, sauf exceptions signalées dans le texte ou en note, pour le calendrier grégorien, plus familier au lecteur occidental.

Afin de faciliter la lecture de l'ouvrage, j'ai choisi de franciser les prénoms et les noms des personnages mentionnés dans le corps du texte, sans toutefois toucher à la graphie originelle telle qu'elle figure dans les ouvrages cités. En revanche ces mêmes noms figurent en translittération dans les appels de note et en bibliographie. Les titres d'ouvrages écrits en cyrillique sont également donnés en translittération dans les notes et la bibliographie. Pour éviter de recourir à l'usage de signes diacritiques jugé peu commode, j'ai opté pour la translittération selon la norme GOST 1971.

Les noms de lieux (villes, villages, régions...) sont donnés dans leur dénomination actuelle, ce qui facilitera la tâche du lecteur désireux de les situer sur une carte. Mais ils font l'objet d'un renvoi en note ou d'une remarque dans le texte indiquant le nom en usage en 1812 lorsque ce dernier a changé au cours des deux derniers siècles.

Une petite table des correspondances de noms figure par ailleurs dans le glossaire géographique.

Sauf mention contraire (précisée dans ce cas par une note), j'ai moi-même traduit en français toutes les citations provenant de sources d'archives russes ou d'ouvrages parus en russe. Il en va de même pour les documents de provenance anglo-saxonne.

Enfin, si en 1721, Pierre le Grand a opté pour le titre d'« empereur », désormais obligatoire dans tous les documents d'État, j'ai volontairement choisi de conserver le titre plus ancien de « tsar » pour désigner le souverain russe, réservant celui d'« empereur » à Napoléon. Cette distinction permettra d'éviter, au fil du récit, toute confusion entre les deux souverains.



## PRÉAMBULE

### Un nouveau regard sur 1812

Dans l'histoire européenne contemporaine, rares sont les événements à avoir suscité autant de passion que la « campagne de Russie » – appelée « guerre patriotique » par les Russes. En France, au fil des deux siècles écoulés, poèmes, romans, gravures et tableaux se sont fait à l'envi l'écho d'une épopée aussi grandiose que tragique. Génération après génération, les enfants de la République ont appris et récité les vers sublimes de Victor Hugo :

Il neigeait. On était vaincu par sa conquête.  
Pour la première fois l'aigle baissait la tête.  
Sombres jours ! L'empereur revenait lentement,  
Laissant derrière lui brûler Moscou fumant.  
Il neigeait. L'âpre hiver fondait en avalanche.  
Après la plaine blanche une autre plaine blanche.  
On ne connaissait plus les chefs ni le drapeau <sup>1</sup>.

Dans la nouvelle *Adieu* publiée en 1830, ainsi que dans plusieurs de ses romans, Balzac consacre lui aussi des pages émouvantes à cet épisode hors norme : « C'était pendant la retraite de Moscou. Nous avions plus l'air d'un troupeau de bœufs harassés que d'une grande armée », fait-il dire au commandant Genestas dans *Le Médecin de campagne*. Aujourd'hui, les références littéraires sont devenues plus rares <sup>2</sup> ; mais, toujours en usage, l'expression populaire « c'est la Berezina », qui désigne un cuisant échec ou une situation catastrophique, offre un semblant d'écho à la tragédie initiale ; enfin, les nouveaux médias,

par jeux vidéo interposés, se sont à leur tour emparés de l'épopée.

Côté russe, la campagne de 1812 occupe une place plus importante encore : élevée au rang de monument littéraire et d'objet philosophique, voire de mythe, par le génie de Tolstoï dans son roman *Guerre et paix* et inscrite dans un espace mémoriel – dès le règne de Nicolas I<sup>er</sup>, le champ de bataille de Borodino devient un lieu de mémoire collective et, en 1912, un musée lui est consacré –, elle a largement fondé le patriotisme russe moderne ; les festivités qui ont eu lieu en Russie à l'occasion du bicentenaire de la campagne ont d'ailleurs souligné sa prégnance dans l'identité nationale.

Objet littéraire, artistique et philosophique, pierre de touche du patriotisme russe moderne, la campagne de 1812 est aussi un objet d'histoire ; à ce jour, l'ampleur de la bibliographie qui lui a été consacrée donne le vertige : pas moins de 5 000 ouvrages et près de 10 000 articles relevant de ce thème ont été publiés en russe entre 1812 et 1912<sup>3</sup> et presque autant dans l'ensemble des autres langues européennes ! Si, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les historiens soviétiques ont semblé marquer le pas en se détournant quelque peu de ce champ d'études<sup>5</sup>, l'Occident a pris le relais par le biais de centres de recherches ou de sociétés d'études napoléoniennes. Le bicentenaire a suscité un nouvel engouement pour le thème et de nombreux livres et albums ont à leur tour fait florès<sup>4</sup>.

Dans ce contexte, pourquoi m'être à mon tour attelée à un sujet apparemment bien balisé et sur lequel tout semble avoir été déjà écrit ? C'est que j'ai souhaité amener le lecteur à aborder 1812 avec un regard neuf, à travers une perspective globale s'étendant au-delà des aspects militaires proprement dits, intégrant les points de vue français et russe, et rendant compte du ressenti et du vécu des combattants et des civils qui traversèrent cette épreuve.

L'historiographie actuelle a indéniablement apporté des éléments structurants et fondamentaux à notre connaissance de la campagne de Russie. Mais, à mon sens, elle a été marquée par une attention trop exclusivement portée aux questions militaires et stratégiques entendues dans un sens étroit. Elle a minutieusement

retracé le déroulé des opérations, permis d'évaluer avec précision les pertes subies de part et d'autre durant les grandes batailles de la campagne (Borodino, ou « la Moskova » comme l'appellent les Français, Maloïaroslavets, la Berezina...) ou même lors d'échauffourées de moindre envergure – ces « petites affaires », comme les désignaient les combattants dans les lettres à leurs familles. Parmi ces ouvrages d'histoire militaire de première importance, on doit en particulier saluer le livre de Dominic Lieven, *Russia against Napoleon. The Battle for Europe, 1807 to 1814*<sup>6</sup>, une somme impressionnante et brillante nourrie de références archivistiques. Néanmoins, en dépit de leur fiabilité quant aux faits et aux données relatés<sup>7</sup>, ces ouvrages ne sont pas tout à fait parvenus, me semble-t-il, à traduire l'intensité, la brutalité et en définitive la singularité de la guerre de 1812 qui fut, à bien des égards, sinon la première, du moins l'une des premières guerres de l'histoire européenne en voie de « totalisation ». Car par l'échelle territoriale des combats et par le nombre des troupes engagées (plus de 500 000 hommes du côté de la Grande Armée, un peu moins côté russe) autant que par l'ampleur des pertes au front<sup>8</sup> et celle des pertes civiles liées aux exactions commises lors de l'avancée de la Grande Armée<sup>9</sup>, la campagne de Russie fut bien plus qu'une aventure militaire.

En outre, l'historiographie de 1812 s'est le plus souvent inscrite dans une perspective unilatérale qui, en privilégiant le point de vue d'un des deux protagonistes – la France ou la Russie –, a rarement cherché à adopter un point de vue comparatiste sur les mêmes événements<sup>10</sup>. D'où l'écriture d'une histoire engagée, sinon partisane.

L'instrumentalisation politique de la guerre a été particulièrement marquée en Russie – sans doute plus qu'en France. Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historiographie tsariste fait de la tragédie un épisode fondateur dans la construction de l'identité nationale<sup>11</sup>. Alexandre I<sup>er</sup> est décrit comme un tsar charismatique ayant réussi à sceller l'union des différentes classes sociales et Koutouzov incarne la quintessence du héros russe, homme simple et sage<sup>12</sup>, aux antipodes d'un Napoléon victime de sa mégalomanie et de sa volonté égoïste de puissance. C'est dans

cette perspective que se situent les travaux d'A.I. Mikhaïlovski-Danilevski (il est, en 1839, le premier à qualifier le conflit de « guerre patriotique <sup>13</sup> ») et la fresque de Tolstoï, attaché, à tort, à faire de Koutouzov le seul véritable héros du conflit.

Par la suite, les historiens soviétiques ont eu un discours plus contrasté sur la guerre de 1812. Dans les deux premières décennies qui suivent la révolution d'octobre 1917, ils mettent en doute le patriotisme des paysans russes : à leurs yeux, le régime tsariste, réactionnaire, ne pouvait susciter de mobilisation populaire, et l'attitude combative des paysans s'explique non par une conscience patriotique aiguë, mais par un attachement viscéral à leurs biens personnels – leur bétail, leurs récoltes – qu'il s'agissait de protéger contre un intrus <sup>14</sup>. À partir de 1936-1937, sous l'impulsion personnelle de Staline et alors que le danger nazi se profile, on s'attache à voir dans 1812 l'émergence d'un solide patriotisme de masse. Koutouzov est érigé en sauveur de la « patrie » ; les analogies se multiplient entre le feld-maréchal et Staline et, au lendemain de l'invasion de l'URSS par les troupes nazies en juin 1941, l'on observe une réactivation des anciennes références : la guerre menée contre Hitler devient la « grande guerre patriotique », en écho à la « guerre patriotique » de 1812. Par la suite, si la déstalinisation apporte des études plus nuancées, les années 1960 et 1970 distillent de nouveaux mythes : les données chiffrées concernant les troupes de l'envahisseur sont systématiquement surévaluées <sup>15</sup> pour rehausser le prestige russe ; Koutouzov est dépeint sous les traits d'un paysan frugal et austère... Avec la Perestroïka, des ouvrages académiques plus nuancés et plus rigoureux se font jour : ainsi des études de V. Sirotkin <sup>16</sup> et de N. Troïtski <sup>17</sup>. Mais ces publications continuent de privilégier un seul des points de vue – en l'occurrence le point de vue russe – et d'accorder la prééminence aux questions militaires.

En France, nombre d'historiens, insistant d'abord sur l'échec des négociations franco-russes qui aurait « contraint » Napoléon à attaquer, ont eu tendance à minimiser la nature impérialiste de l'attaque portée contre la Russie, à saluer le génie militaire de Napoléon et la conduite courageuse des soldats sur le terrain. Les récits abondent en détails héroïques sur les opérations : à

juste titre, la bataille de Borodino et le passage de la Berezina se taillent alors la part du lion. Ces opérations étant souvent présentées à l'avantage de la Grande Armée, cette dernière serait restée militairement invaincue en territoire russe ; elle n'aurait plié que devant le froid – le fameux « général hiver » –, la dureté du climat et la vaillance extraordinaire des troupes russes rendues invincibles non par attachement à leur sol mais par l'alcool que le maréchal Koutouzov aurait généreusement distribué à la veille des combats. Des erreurs commises par Napoléon dans son appréciation des données diplomatiques et militaires, il est en revanche plus rarement question. En outre, l'historiographie française a souvent édulcoré le récit des exactions commises par la Grande Armée et a préféré garder le silence sur des sujets tabous, dont les cas d'anthropophagie, une question pourtant peu sujette à caution au vu des sources. Enfin, comme pour relativiser les succès de l'armée russe, elle a souvent dépeint son commandement comme falot, indécis et velléitaire, affirmant avec assurance, mais sans recourir aux archives russes, que la stratégie de retraite mise en œuvre par Barclay de Tolly, et Koutouzov après lui, n'aurait été que le fruit des circonstances et en aucun cas le produit d'une décision pesée et réfléchie. D'où la nécessité, à mes yeux, de mener à bien une histoire croisée qui prenne en compte les points de vue des différents protagonistes.

Enfin, jusqu'à présent, l'historiographie ne s'est que marginalement intéressée aux individus – hommes, femmes et enfants, combattants et civils, acteurs ou témoins de cette épopée tragique – alors que des sources directes – lettres, journaux intimes et mémoires – permettent de retracer nombre de ces destins brisés. La nature des violences, les souffrances physiques engendrées par le froid et la faim, les traumatismes subis par les combattants et les civils, tout cela atteste à quel point la guerre de 1812 constitua une épreuve inédite pour les corps, les esprits et les cœurs. Or cette dimension humaine me paraît avoir été trop négligée par l'historiographie qui, jonglant avec les soldats, les unités et les régiments comme s'ils étaient de plomb, n'a pas toujours cherché à rendre compte, au plus près,

des émotions, du vécu et du ressenti des combattants et des civils.

Quelques ouvrages s'y sont essayés et, en se fondant sur des sources directes, ont entrepris avec talent<sup>18</sup>, parfois aussi avec lyrisme et pathos, d'exprimer les souffrances endurées par les soldats ; mais, trop proches de leurs héros, ils ont souvent livré de la campagne une histoire empathique<sup>19</sup>. En outre, lorsque les historiens se sont intéressés aux hommes, ils ont souvent privilégié les grandes figures de la campagne au détriment des anonymes. On a ainsi conjecturé sur l'importance à Borodino du rhume de Napoléon ou de la crise d'érysipèle d'Alexandre, digressé sur l'impulsivité de Murat ou de Bagration, sur la sagesse stoïque de Barclay de Tolly ou de Ney, sur la « folie » de Junot ou de Rostopchine. Sans nier l'importance et le rôle de ces grandes figures sur lesquelles à mon tour je m'arrêterai, il me semble judicieux d'écouter aussi les témoignages des petites gens – médecins et aides-médecins, sous-officiers, simples soldats, prêtres, bourgeois, paysans, enfants moscovites jetés sur les routes de l'exode – et de faire entendre les voix de ces anonymes aux prises, à leur insu, avec une histoire qui leur fut souvent cruelle.

Pour mener à bien cette histoire globale de la campagne de Russie, j'ai eu recours à des sources très variées, tant russes que françaises, polonaises et allemandes.

En ce qui concerne les archives publiques, je me suis appuyée, pour le volet français, sur des matériaux d'archives publiées, émanant du Quai d'Orsay et du Service historique de l'armée de terre à Vincennes. Pour la partie russe, ont été dépouillés des matériaux d'archives provenant des archives nationales (GARF), des archives historico-militaires (RGVIA) consultées sur microfilms au Russian Center de l'université d'Illinois à Urbana Champaign<sup>20</sup> et du Département des manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg.

Pour saisir la nature et l'ampleur de la propagande mise en œuvre, j'ai consulté les bulletins de la Grande Armée qui, outil d'influence privilégié, contribuaient à délivrer une lecture officielle du conflit, et leur pendant russe, à savoir les proclamations du tsar. J'ai également dépouillé les « affiches », c'est-à-dire ces

libelles rédigés et placardés par le gouverneur général de Moscou, le comte Rostopchine<sup>21</sup>, dans les rues de sa ville pour galvaniser l'opinion et la souder contre l'envahisseur.

À ces sources écrites se sont ajoutées des sources iconographiques : durant tout le conflit, la propagande a de part et d'autre, mais surtout en Russie, usé de canaux très divers – images populaires, dessins, tableaux et caricatures – pour tenter sinon de forger une conscience nationale – ce qui constituait une gageure dans une structure impériale multiethnique<sup>22</sup> – du moins une conscience patriotique, susceptible d'aider à lutter efficacement contre l'ennemi.

Les sources émanant du pouvoir ou de ses satellites ont été enrichies par des sources privées : correspondances, journaux intimes<sup>23</sup> et mémoires<sup>24</sup>. Certes, les livres de souvenirs, écrits *a posteriori*, parfois même très longtemps après les événements qu'ils relatent, véhiculent souvent des erreurs, des poncifs, des mythes ; il convient donc de les manier avec circonspection<sup>25</sup>. Mais en dépit de leurs limites, ces sources directes demeurent de passionnants matériaux révélant beaucoup d'« une peau humaine autrement plus chatouilleuse que le papier<sup>26</sup> ». J'ai donc puisé de fascinants témoignages parmi les correspondances et les mémoires émanant de membres des états-majors russe et français, d'officiers, de sous-officiers, d'hommes du rang ainsi que de civils, adultes et enfants. Enfin, côté russe, pour pallier le caractère biaisé et parcellaire de ces sources – les paysans, combattants analphabètes, ont rarement laissé de témoignages écrits et, à ce jour, seuls deux récits émanant de paysans enrôlés dans l'armée du tsar sont parvenus jusqu'à nous<sup>27</sup> –, j'ai travaillé sur des chansons, civiles et régimentaires, des poèmes populaires et des fables produits et véhiculés pendant le conflit par le peuple en armes<sup>28</sup>.

Croisées et mises en perspective, ces sources devraient, je l'espère, aider le lecteur du XXI<sup>e</sup> siècle à approcher au plus près la terrible réalité que constitua la campagne de Russie et à éclairer le propos d'un rescapé, le sous-lieutenant Ducque, qui, revenu de l'enfer russe, confessa dans une formule aussi laconique qu'intense : « Nous connûmes par expérience les dernières extrémités que l'espèce humaine peut endurer<sup>29</sup>. »





## PROLOGUE

Le 14 septembre au matin, après avoir passé la nuit dans le faubourg de Dorogomilov, situé à 7 kilomètres de la ville, la cavalerie légère du 2<sup>e</sup> corps de la Grande Armée s'apprête à faire son entrée dans Moscou. Pour Joachim Murat, le flamboyant roi de Naples, alors âgé de 45 ans, reconnaissable entre tous à « son habit véritablement théâtral <sup>1</sup> », « son chapeau doré à plumes <sup>2</sup> » et sa pelisse verte à brandebourgs d'or, l'heure est solennelle. L'entrée dans la ville sacrée doit en effet sceller une victoire psychologique sur l'ennemi et apporter un repos bien mérité à des hommes harassés de fatigue après des semaines de marche forcée sous des pluies diluviennes, puis sous de fortes chaleurs. Chez les soldats qui le suivent en silence, l'excitation est palpable : de cette cité dont ils rêvent depuis plusieurs semaines, ils ne savent rien de précis ; mais au vu des bulbes dorés des églises, des tours de couleur vive aperçues du mont du Salut <sup>3</sup> et des façades blanchies à la chaux des fastueux palais qu'ils ont longées en s'approchant de la ville par des artères larges et dégagées, ils pressentent des intérieurs raffinés, des lits confortables et des caves bien pleines. Moscou, c'est pour eux le lieu qui effacera les souffrances accumulées depuis plus de deux mois.

En entrant précautionneusement dans la ville – un piège reste possible –, Murat escompte qu'il n'y rencontrera pas l'armée russe et que les récentes échauffourées qui ont éclaté entre ses hommes et l'arrière-garde russe ne se reproduiront pas. À l'aube

de ce 14 septembre, Fedor Vladimirovitch Akinfov, aide de camp et émissaire du général d'infanterie Mikhaïl Andreïevitch Miloradovitch<sup>4</sup>, commandant de l'arrière-garde russe, est venu lui rendre visite. Au nom du général, il lui a demandé quelques heures de trêve pour organiser le repli pacifique des troupes, tout en jouant de la menace : faute d'un accord permettant à l'arrière-garde russe de quitter la ville et d'évacuer ses derniers convois sans encombre, Moscou sera défendue pied à pied jusqu'au dernier soldat vivant et, si nécessaire, incendiée. Après avoir hésité un court instant – il n'a reçu aucune instruction de Napoléon à ce sujet –, Murat a accepté la proposition : il est désireux, a-t-il déclaré à Akinfov, de donner à la population moscovite une image positive de la Grande Armée et d'épargner les vies des blessés et malades réfugiés dans les hôpitaux de la ville ; mais plus encore, il est soucieux de ne pas réitérer la catastrophique entrée dans Smolensk réduite en cendres un mois plus tôt et d'assurer à ses soldats de confortables quartiers. Akinfov a demandé à ce que la suspension des hostilités se poursuive jusqu'à minuit ; généreux, Murat a prolongé la trêve jusqu'au 15, à 7 heures du matin<sup>5</sup>. Aussi, lorsque l'avant-garde de la Grande Armée pénètre dans la ville le 14 en tout début d'après-midi, elle talonne des régiments russes qui s'y attardent encore et il n'est pas rare que les officiers des deux armées se saluent, voire se parlent : « Officiers et soldats s'abordaient, se serraient les mains, se prêtant leurs gourdes d'eau-de-vie, et causant ensemble comme ils le pouvaient<sup>6</sup> », se souviendra Heinrich von Roos, médecin dans la Grande Armée.

Chez les Russes, cette affabilité n'est que de circonstance. Contraintes d'évacuer la ville sans combattre, mortifiées d'abandonner ce qui reste de la population à un sort incertain, les troupes oscillent entre la colère, la honte et le désarroi : « Lorsque nous traversâmes la ville, il me sembla que je me trouvais dans un monde irréal. J'aurais voulu croire que tout ce que je voyais – la tristesse, la crainte, l'affolement des habitants – n'était qu'un rêve et que je n'étais entouré que de fantômes. Les vieilles tours du Kremlin, les tombes de mes ancêtres, la cathédrale où notre souverain avait été sacré, tout criait la vengeance<sup>7</sup> », rapporte dans son journal le jeune

Alexandre Tchitchérine, lieutenant de la garde au régiment Semenovski. « Moscou est pris. Il est des choses inexplicables <sup>8</sup> », écrira deux jours plus tard la grande-duchesse Catherine à son frère le tsar Alexandre I<sup>er</sup>.

Pour les troupes du roi de Naples en revanche, l'émerveillement est de mise ; la ville où elles s'installent vers 7 heures le 14 au soir les subjugué par sa magnificence, comme l'atteste le sous-lieutenant Ducque, alors attaché au 12<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval :

Le soleil brillait de tout son éclat et fit étinceler à nos yeux émerveillés le reflet de tous les dômes dorés ou argentés qui montraient leur éclat au lointain. À ce spectacle pompeux, un enthousiasme extraordinaire s'empara de nos soldats. On n'entendait dans les rangs que le mot féérique de « Moscou ». Moscou où nous espérons trouver les douceurs et l'abondance de l'ancienne Capoue ou véritable Palestine, où devait être le terme de nos misères et de nos souffrances <sup>9</sup>.

Le gros des troupes de la Grande Armée, stationné sur le Mont du Salut dans l'attente de son entrée dans la ville, n'est pas en reste, « admirant, par un temps superbe, un millier de clochers dorés et arrondis, qui, brillant des rayons du soleil, ressemblaient de loin à autant de globes lumineux » :

Il était de ces globes, qui, posés sur le sommet d'une colonne ou d'un obélisque, avaient la forme d'un aérostat suspendu dans les airs. Nous fûmes transportés d'étonnement à la vue d'un si beau coup d'œil, devenu plus séduisant encore par le souvenir des tristes objets dont nous avons été témoins ; [...] et par un mouvement spontané, nous criâmes tous « Moscou, Moscou ! » À ce nom tant désiré, on courut en foule sur la colline, et chacun, en faisant des remarques de son côté, découvrait à tout moment des merveilles nouvelles. L'un admirait un magnifique château placé sur notre gauche, et dont l'architecture élégante nous rappelait celle des orientaux ; un autre portait son attention sur un palais, sur un temple ; mais tous étaient frappés du superbe tableau que présentait cette grande ville. [...] Les murs différemment colorés, les coupoles dorées ou couvertes de plomb et en ardoises, répandaient la plus piquante variété, tandis que les terrasses des palais, les obélisques des portes de la ville, et surtout les clochers, construits en forme de minarets, offraient à nos yeux et en réalité, une de ces cités fameuses d'Asie, qui jusqu'alors nous paraissaient n'avoir existé que dans la riche imagination des poètes arabes <sup>10</sup>.

Pourtant, très vite, à leur entrée dans la ville, un sentiment de malaise s'empara des troupes qui s'égrènent lentement dans

l'Arbat, une des rues les plus célèbres du centre de Moscou. Soudain, « un paysan lança un coup de feu au roi de Naples et blessa un colonel à côté de lui <sup>11</sup> ». Mais hormis cet incident, il règne dans la ville un silence étrange ; Moscou paraît déserte, vidée de ses habitants, comme si dans le sillage de l'armée en retraite, la population s'était elle aussi retirée, abandonnant à l'ennemi ses palais, ses demeures, ses boutiques et ses vivres.

Après avoir durant l'après-midi essayé plusieurs coups de feu sans conséquence en provenance de tireurs isolés et souvent ivres, les premiers régiments, des hussards polonais, atteignent l'enceinte du Kremlin en fin de journée ; ils s'y installent vers 21 heures, sans rencontrer la moindre résistance ; de leur côté, envoyés en reconnaissance, le général Durosnel et le capitaine <sup>12</sup> Gourgaud ne tardent pas à constater, interloqués, que fonctionnaires, officiers de police, nobles et marchands ont bel et bien déserté la ville. L'impression qui surgit de ce silence est pour le moins angoissante :

Entré dans la ville après l'infanterie, je traversai de grandes places et des rues. Je regardai par les fenêtres de chaque maison et, ne trouvant âme qui vive, me sentis glacé d'effroi. De temps à autre nous croisions nos régiments de cavalerie qui parcouraient les rues au galop sans trouver personne <sup>13</sup>.

Soucieux de trouver une explication rationnelle à cette situation, certains veulent croire à un mauvais coup, à une embuscade ; le capitaine Lefrançais déclare ainsi sur un ton péremptoire : « On n'abandonne pas de grandes villes de cette manière, ces canailles se cachent, nous allons les dénicher et ils se mettront à genoux devant nous <sup>14</sup>. »

Mais dans les alentours du Kremlin, mis à part les blessés de Borodino, on ne trouve tout au plus que quelques centaines d'étrangers – dont beaucoup de Français heureux de saluer leurs compatriotes – et un peu plus de 6 000 Russes. Parmi eux, des fonctionnaires et des prêtres, une grande majorité de gens malades, âgés et handicapés, trop démunis ou trop pauvres pour fuir, des domestiques chargés par leurs maîtres de veiller sur leurs biens, ainsi que des marchands et des artisans décidés à protéger leurs boutiques de la soldatesque ennemie. Soit un peu plus de 2 % seulement de la population d'avant guerre <sup>15</sup>.

Car si l'exode de la population a commencé au lendemain de la bataille de Borodino, à l'annonce de la reddition de Moscou, en revanche, c'est par milliers que les Russes se sont jetés, qui en voiture, qui à pied, dans le sillage de leur armée en retraite. « L'armée et le peuple avançaient, semblables aux vagues de la mer, la ville se vidait peu à peu <sup>16</sup> », rapportera le prince Golitsyne. « Ce ne fut plus la marche d'une armée, mais la migration de tout un peuple <sup>17</sup> », écrira plus tard le général Sergueï Ivanovitch Maïevski.

Quant à Fedor Vassilievitch Rostopchine, gouverneur général de Moscou, il décrit dans ses *Mémoires* l'ampleur de la panique et de la cohue régnant aux portes de la cité :

Dans la ville, tout se trouvait en confusion ; notre départ avait redoublé l'alarme générale, et les rues étaient encombrées d'équipages de voyage ; mais la scène la plus émouvante nous attendait hors la barrière de la ville : la grande route de Troïtza que nous devons suivre pour nous rendre à Iaroslav présentait une masse compacte de pauvres piétons qui fuyaient, en pleurant, le séjour auquel ils étaient attachés par tant de liens ; ils emportaient tout leur avoir avec eux ; des vaches, des chiens, des chevaux suivaient les chariots où l'on voyait pêle-mêle des ustensiles de ménage, des poules, des enfants, des vieillards hors d'état de marcher. [...] Nous étions obligés d'aller au pas de peur de causer un accident et ce ne fut qu'au premier relais que le chemin cessa d'être obstrué par les deux files d'équipages qui le bordaient depuis Moscou <sup>18</sup>.

Napoléon, qui le 14 après-midi s'apprête avec sa garde impériale à pénétrer dans Moscou par la porte de Dorogomilov, ne peut croire au spectacle de cette cité déserte et silencieuse. Déjà il s'impatiente, s'agace de n'avoir reçu aucune députation de la ville venue à sa rencontre. Il exige de Pierre Daru, secrétaire d'État, qu'il lui amène des boyards susceptibles de lui remettre les clefs de la ville ; mais Daru n'en trouvant aucun, ce sont cinq ou six vagabonds qu'on présente à l'empereur : « Dès la première réponse de ces misérables, Napoléon vit qu'il n'avait devant lui que de malheureux journaliers <sup>19</sup>. »

Perplexe devant cette situation inédite qui se prolonge, désarçonné, l'empereur des Français décide alors de ne pas se rendre au Kremlin le soir même mais de passer la nuit près de la porte de Dorogomilov. Pour Napoléon, il n'est pas question d'entrer

dans Moscou en catimini ; son entrée triomphale dans la ville sacrée devra se faire à la lumière du jour revenu. Mais l'empereur affiche une humeur maussade<sup>20</sup>, la fête est gâchée.

Elle le sera d'autant plus que dans la nuit, Napoléon est alerté par des aides de camp et des officiers d'intendance qu'en plusieurs points de Moscou, pourtant bien éloignés les uns des autres, des feux ont éclaté. Croyant d'abord à des incendies accidentels suscités par des soldats ivres et déjà affairés à piller la ville, Napoléon somme le maréchal Édouard Mortier, duc de Trévise, commandant de l'infanterie de la garde impériale qu'il vient tout juste de nommer gouverneur militaire de Moscou, de rétablir l'ordre et la sécurité. Mais entre 23 heures et minuit, un incendie se déclare dans un bâtiment de spiritueux appartenant à l'État, suivi d'un autre, dans un gigantesque dépôt de munitions situé à quelques kilomètres à l'est du Kremlin. Vers 3 heures du matin, ce sont les entrepôts du quartier commerçant de Kitaï Gorod, riches en tissus d'Inde et de Perse, qui s'embrasent, puis c'est au tour du bazar de Gostinniï Dvor. « Les magasins qui étaient remplis d'huile, de suif et d'autres matières combustibles, devinrent un foyer inextinguible<sup>21</sup>. » Le vent de nord-ouest qui se lève au matin attise les flammes, propageant l'incendie d'entrepôt en hangar, de hangar en maison, de maison en église. Inexorablement, le feu gagne du terrain et les troupes de Napoléon peuvent d'autant moins en venir à bout que le comte Rostopchine a « pris soin » dès le 13 au soir de retirer de la ville toutes les pompes à eau :

Après le courrier que j'ai expédié à Votre Majesté Impériale le 1<sup>er</sup><sup>22</sup>, en vous annonçant que la ville de Moscou allait être livrée à l'ennemi, je me suis occupé toute la nuit à faire noyer la poudre, à défoncer les tonneaux avec le vin, à expédier l'évêque et les images miraculeuses pour Iaroslav, et à faire partir la police, les employés *et les pompes à feu*, les dirigeant sur Vladimir, sous l'escorte de deux escadrons de Dragons<sup>23</sup>.

L'ampleur de l'incendie devient telle que, dans un rapport au tsar daté du 19 septembre, Ivan Akinfevitch Toutolmine, directeur de l'hôpital des Enfants-Trouvés, se dit incapable de « décrire d'une façon suffisante les horreurs et la violence du

feu ; le 16 septembre : tout Moscou était en flammes et le vent extraordinairement fort contribua à la propagation du sinistre dans cette ville ruinée<sup>24</sup>. » L'abbé Surrugues, curé français de la paroisse catholique de Saint-Louis, se montre encore plus explicite dans sa correspondance :

Le feu [...] se développa avec une telle activité qu'on croyait voir un volcan immense dont le cratère vomissait des torrents de flammes et de fumée ; c'était un déluge de feu<sup>25</sup>...

Jusqu'au 20 septembre, la ville sacrée se consume lentement, au point qu'un cinquième seulement des maisons et des édifices resteront debout. Cette catastrophe laisse les Russes d'autant plus désarmés que personne n'est encore en mesure de la comprendre, *a fortiori* de l'expliquer. Pourtant, au plus fort du désastre, quelques visionnaires sentent, de manière confuse, que des décombres de la ville fumante surgira le salut de la Russie : « Ses débris seront pour nous le gage de notre pénitence, morale et politique ; et le feu de Moscou, de Smolensk, nous éclairera tôt ou tard le chemin vers Paris. Ce ne sont pas des paroles vides, j'en suis totalement sûr<sup>26</sup> », écrit l'historien et juriste Alexandre Ivanovitch Tourgueniev.

Et de fait, à bien des égards, l'incendie de Moscou allait constituer le tournant de la campagne de Russie, précipitant, face à des Russes soudés, la faillite d'une Grande Armée déjà mal en point.

Pourtant, en juin 1812, à la veille de l'invasion, le grand empire napoléonien, alors à son apogée géographique<sup>27</sup>, semble solidement installé ; et rien ni personne ne paraît en mesure d'en freiner l'expansion. Constitué de 134 départements<sup>28</sup>, hors provinces illyriennes, il compte plus de 44 millions d'habitants et s'étend sur 750 000 kilomètres carrés ; il rayonne en outre sur ses vassaux – royaume d'Italie, Confédération du Rhin, Confédération suisse, grand-duché de Varsovie, royaume de Naples, royaume de Westphalie – représentant près de 40 millions d'habitants. Enfin, cet empire européen, multinational et pluriconfessionnel, fondé sur une centralisation administrative orchestrée depuis Paris, entretient des liens privilégiés, mais pas toujours dépourvus d'ambiguïté et d'arrière-pensées, avec plusieurs États européens :

l'Autriche, devenue l'alliée de l'Empire français depuis que la jeune archiduchesse Marie-Louise a épousé Napoléon en 1810, et la Prusse. Aussi, malgré les déboires rencontrés en Espagne où les troupes françaises se heurtent à une résistance aussi féroce qu'acharnée, l'ampleur de la construction politique, administrative et territoriale que Napoléon a bâtie en moins de dix ans par sa seule volonté et son intelligence visionnaire, donne à l'empereur des Français un vertigineux sentiment de toute-puissance. En mars 1811, ce sentiment est renforcé par la naissance du petit roi de Rome qui offre un gage de pérennité. L'empire de Napoléon paraît invincible.

Celui d'Alexandre I<sup>er</sup> offre un tout autre visage. Certes, l'empire de toutes les Russies est également multinational, pluriethnique – en 1810, les Slaves ne représentent plus que la moitié de la population – et pluriconfessionnel ; mais les similitudes s'arrêtent là. À la différence de l'empire napoléonien, c'est dans la durée que l'Empire russe s'est construit, au fil d'un processus de trois siècles d'expansion continue qui l'a amené à s'étendre des rivages de la mer Baltique jusqu'en Extrême-Orient<sup>29</sup>. Sa légitimité comme son ancienneté ne sont guère contestables : si l'empire a été officiellement proclamé par Pierre le Grand en 1721, c'est en réalité depuis 1613 que la dynastie des Romanov, dont Alexandre I<sup>er</sup> descend, règne sur la Russie. Elle se réclame d'un pouvoir de type autocratique forgé à la fin du xv<sup>e</sup> siècle par le tsar Ivan III qui impose au nom de Dieu, sans distinction de classes, une autorité absolue sur tous ses sujets, au nombre de 40 millions à l'avènement d'Alexandre I<sup>er</sup>, en mars 1801.

Alors que la France napoléonienne, urbanisée (un habitant sur cinq est un citoyen en 1800) et policée, incarne une modernité économique, sociale et technique, l'empire dont a hérité Alexandre I<sup>er</sup> semble figé dans ses archaïsmes : presque exclusivement rural – en 1801, les villes englobent moins de 5 % de la population et l'on ne compte que deux grands centres urbains, Moscou et Saint-Pétersbourg, avoisinant chacun les 250 000 habitants –, l'empire compte plus de 85 % d'illettrés ; dépourvu de véritable classe entrepreneuriale et négociante, il reste à l'écart de tout dynamisme commercial, et sa part dans les échanges



internationaux ne dépasse pas 3,7 %<sup>30</sup>. Il repose tout entier sur un système socio-économique qui, fondé sur le servage, joue au bénéfice exclusif de la noblesse. Généralisé à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le servage a conduit à l'asservissement de vingt millions de paysans, corvéables à merci par des propriétaires fonciers représentant moins de 5 % de la population ; outre qu'aux yeux mêmes d'Alexandre I<sup>er</sup><sup>31</sup>, le servage constitue une monstruosité morale, il se révèle inefficace et peu rentable, la production agricole russe demeurant très extensive. Enfin, le territoire impérial souffre d'un déficit marqué en matière d'infrastructure et de transport, ce qui contribue encore à accentuer son enclavement.

Face à ces faiblesses structurelles, Pierre le Grand a, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, amorcé des réformes – il a doté le pays d'une administration plus moderne – et, dans son sillage, une part des élites nobiliaires ralliée à ses idées s'est convaincue de la nécessité d'ouvrir la Russie sur l'Europe et de la moderniser en l'eupéanisant<sup>32</sup> ; toutefois, resté parcellaire, ce mouvement de modernisation s'est heurté et se heurte toujours tant à des résistances intérieures qu'au scepticisme des diplomates et des hommes d'État européens. Malgré le volontarisme déployé par Alexandre I<sup>er</sup> pour affirmer, dans le sillage de sa grand-mère Catherine II, la nature européenne de son empire, Napoléon, et il n'est pas le seul, persiste à voir dans la Russie impériale un pays à peine civilisé qu'il convient coûte que coûte de repousser vers l'est, à la périphérie du continent européen...

À l'énoncé de ces différents points, on mesure sans mal qu'en juin 1812 l'Empire russe paraît peu capable de contre-carrer les ambitions napoléoniennes. Et si l'on ajoute que pour Alexandre I<sup>er</sup>, Napoléon fait figure de « génie militaire » quand il se perçoit, lui, comme un « homme ordinaire », le déséquilibre paraît encore plus flagrant. Pourtant, en septembre 1812, c'est bien la Grande Armée de cet empire triomphant, « l'armée des vingt nations », réputée invincible, qui se retrouve en difficulté, prisonnière de la nasse moscovite. Comment et pourquoi en est-elle arrivée là ? Pour répondre à ces questions, c'est sur les origines du conflit franco-russe qu'il faut à présent se pencher.



## VEILLÉE D'ARMES

En juin 1807, dix-huit mois après la cinglante défaite d'Austerlitz et quelques jours seulement après l'humiliant désastre de Friedland, Alexandre I<sup>er</sup> est convaincu qu'il lui faut désormais négocier avec l'empereur des Français une paix honorable. Le conflit qui depuis 1805 oppose la Russie, membre de la troisième puis de la quatrième coalition, à la France napoléonienne, s'est révélé coûteux sur le plan humain comme sur le plan économique et financier. Rien d'avantageux n'en est sorti. À l'heure où l'armée russe, exsangue, panse ses plaies, le tsar tente de trouver une issue à la crise.

Scellée dans la seconde moitié du mois de juin, lors des entretiens qui ont réuni Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, puis signée début juillet, la paix de Tilsit paraît entériner un accord solide, fondé sur des intérêts communs. En réalité, la réconciliation entre le vainqueur et le vaincu n'est qu'apparente : entre 1807 et 1812, on assiste à une lente et continue dégradation des relations franco-russes, prélude à l'affrontement militaire, géopolitique et messianique à venir entre deux hommes d'État aux personnalités et aux valeurs en tous points opposés.

*Le lent divorce franco-russe*

Venu en vaincu à Tilsit, Alexandre I<sup>er</sup> s'est vu offrir par Napoléon, soucieux d'associer le tsar à sa lutte contre la perfide Albion,

une paix généreuse. Pour l'empereur des Français, l'ennemi, c'est l'Angleterre ; le conflit armé qui a opposé la France à la Russie aurait pu être évité car il n'était en rien fondé. À la veille de la bataille d'Austerlitz, le 30 novembre 1805, Napoléon écrivait ainsi à Talleyrand, alors son ministre des Relations extérieures : « Il y aura probablement demain une bataille fort sérieuse avec les Russes ; j'ai beaucoup fait pour l'éviter, car c'est du sang répandu inutilement. J'ai eu une correspondance avec l'empereur de Russie : tout ce qui m'en est resté, c'est que c'est un brave et digne homme mené par ses entours, qui sont vendus aux Anglais <sup>1</sup>. »

Alexandre I<sup>er</sup>, lui, porte un regard beaucoup plus critique sur Napoléon. Certes, à son accession au trône en mars 1801, le jeune tsar élevé dans le culte des Lumières par son précepteur Frédéric-César de La Harpe, un Suisse républicain, s'est montré attentiste vis-à-vis de la France napoléonienne. Mais la proclamation du consulat à vie puis de l'Empire et l'intérêt croissant de Napoléon pour un Empire ottoman que la Russie considère comme une de ses zones naturelles d'influence l'irritent. Plus encore, en mars 1804, l'enlèvement du duc d'Enghien en pays de Bade, territoire neutre de l'Empire allemand cher à la famille du tsar puisque l'épouse d'Alexandre, Élisabeth, est née Louise de Bade, a achevé de convaincre Alexandre I<sup>er</sup> de la dangerosité du pouvoir napoléonien et de la nécessité de lui faire militairement obstacle. Toutefois les succès escomptés n'ont pas été au rendez-vous et les défaites cuisantes qui se sont succédé ont contraint le tsar à prendre le chemin de Tilsit.

À l'issue des négociations, l'Empire russe n'est pas affaibli territorialement. Tout au plus les troupes russes, engagées dans une guerre contre l'Empire ottoman allié de la France, doivent-elles évacuer les provinces de Moldavie et de Valachie qu'elles occupent alors ; en outre, même si la Prusse est sortie amputée du conflit, Alexandre I<sup>er</sup> a réussi à sauver l'existence même de l'État prussien, son allié depuis 1802 ; enfin, il a obtenu de l'empereur des Français un blanc-seing concernant une possible annexion de la Finlande, alors rattachée à la Suède.

Toutefois, dicté par les circonstances, l'accord de 1807 n'a pas modifié les vues du tsar sur Napoléon : il le perçoit toujours

comme un usurpateur (dans sa correspondance privée, il l'appelle « Bonaparte » ou « le Corse ») et un tyran mettant en péril l'équilibre européen. En outre, la paix de Tilsit se révèle coûteuse pour l'Empire russe. Alexandre est contraint d'entériner les changements géopolitiques intervenus en Allemagne, à savoir la formation de la Confédération du Rhin et la création du royaume de Westphalie ; il doit renoncer à sa primauté dans les Balkans et concéder à la France napoléonienne un droit de regard dans cette région, alors que Constantinople et les Détroits sont depuis des décennies dans la ligne de mire des Russes ; il est sommé d'accepter la constitution d'un grand-duché de Varsovie, embryon d'État polonais sous tutelle française situé à sa frontière ; enfin, il est obligé de s'engager dans une alliance bilatérale contre Londres et de s'associer au blocus continental, alors même que l'Empire russe réalise la plus grande partie de son commerce extérieur avec l'Angleterre.

En septembre 1808, ces sources de tension reviennent sur la table lors de la rencontre des deux empereurs à Erfurt mais elles n'y sont pas résolues. Alors que Napoléon, de plus en plus englué dans les affaires espagnoles, espère l'actif soutien de la Russie dans sa lutte contre l'Autriche et contre l'Angleterre, Alexandre, encouragé dans cette voie par Talleyrand qui joue double jeu<sup>2</sup>, refuse de céder à la plupart de ses demandes. Certes, le tsar reconnaît la légitimité des conquêtes françaises en Italie et en Espagne et réaffirme sa fidélité au blocus continental ; mais il rechigne à s'engager aux côtés de l'empereur des Français pour exiger le désarmement de l'Autriche et se contente de promettre, au cas où l'Autriche reprendrait les hostilités, de mobiliser contre elle une armée de 150 000 hommes : pour Alexandre, il n'est pas question de participer à l'anéantissement de ce pays. Outre qu'il serait incompatible avec l'idée d'équilibre européen à laquelle il est profondément attaché, cet anéantissement offrirait aux territoires polonais de l'empire autrichien la possibilité de s'émanciper pour s'agréger au duché de Varsovie. Quant à l'engagement du tsar dans une éventuelle guerre contre l'Angleterre, il se limite à de vagues résolutions de principe... De son côté, Alexandre échoue à obtenir de Napoléon qu'il retire ses troupes de Prusse et ne parvient pas

davantage à lui arracher d'assurances quant au partage de l'Empire ottoman et à l'avenir de Constantinople. Aussi, après dix-huit jours de palabres, les négociations se révèlent infructueuses : « Les souverains, comme les ministres, comme la cour, commençaient à s'ennuyer, à se fatiguer de cette vie de représentation et surtout de ces discussions qui ne terminaient rien <sup>3</sup> », souligne, dans ses *Mémoires*, Caulaincourt, duc de Vicence, l'ambassadeur de Napoléon à la cour de Saint-Pétersbourg.

Sept mois plus tard, lorsqu'en avril 1809 la guerre reprend entre la France et l'Autriche, Napoléon réclame du tsar qu'il respecte ses engagements d'Erfurt et lui accorde son soutien militaire. Mais si Alexandre fait bien masser 70 000 hommes aux frontières de l'Autriche, il en retarde sciemment la mise en mouvement : l'ordre de marche promis pour le 27 avril n'est donné que le 18 mai et une fois les troupes russes en route, elles avancent si lentement – ne franchissant la frontière que le 3 juin – qu'elles semblent tout faire pour éviter de rencontrer l'ennemi sur le terrain. De cette « traîtreuse » conduite, Napoléon ne tarde pas à tirer les conséquences : en juin 1809, Champagny, ministre français des Affaires étrangères, écrit à Caulaincourt que « blessé », Napoléon « n'apprécie plus l'alliance de la Russie <sup>4</sup> », mais il précise aussi que les apparences doivent rester sauvées : en Europe, chacun, y compris le tsar, doit encore croire à la solidité de l'alliance franco-russe.

Quelques mois plus tard, en décembre, qu'il s'agisse pour lui de feindre son attachement à l'alliance ou de tenter vraiment de la sauver <sup>5</sup>, Napoléon esquisse une ultime tentative de rapprochement, via son projet de mariage russe.

Ce projet n'est pas le premier. À l'automne 1808, l'empereur des Français a fait part à Talleyrand de son intention de divorcer de Joséphine pour demander en mariage une des sœurs du tsar, afin d'ancrer l'alliance franco-russe tout en donnant un héritier à l'empire. À Erfurt, hostile à ce mariage, Talleyrand s'en ouvre à Alexandre qui, lui-même réticent, s'empresse en avril 1809 de marier sa sœur Catherine à Georges d'Oldenbourg, fils cadet de Pierre d'Oldenbourg : pour Alexandre, l'alliance franco-russe, purement circonstancielle, ne saurait se prolonger par un lien

familial susceptible par la suite de le gêner dans sa politique européenne.

Le 28 décembre 1809, c'est Anne, la plus jeune sœur d'Alexandre, alors âgée de 14 ans, que Napoléon demande en mariage par l'intermédiaire de Caulaincourt. Cette demande suscite autant l'opposition de Maria Fiodorovna que les doutes d'Alexandre : pour la mère comme pour le fils, la jeune Anne ne saurait épouser l'illégitime Bonaparte et s'exposer par là à un avenir incertain. Mais alors que les Romanov tergiversent, finissant le 2 février 1810 par répondre que ce mariage, vu l'âge de la jeune fille, ne pourrait en tout état de cause se conclure avant deux ans, Napoléon, qui n'a pas attendu la réponse définitive de la famille impériale pour négocier (à l'insu de Caulaincourt) un mariage autrichien, obtient la main de l'archiduchesse Marie-Louise. La dernière tentative de rapprochement franco-russe aura fait long feu.

En octobre 1809, le traité de Vienne inflige à l'Autriche vaincue des pertes territoriales en Galicie<sup>6</sup> et une partie des terres confisquées sont rattachées au duché de Varsovie ; or, pour Alexandre I<sup>er</sup>, ces dispositions ne peuvent qu'augurer de la reconstitution d'un État polonais officiellement indépendant mais *de facto* sous tutelle française, ce dont il ne veut pas. Le tsar réclame alors à Napoléon la signature d'un document promettant le non-rétablissement de la Pologne : le 4 janvier 1810, à Saint-Pétersbourg, le ministre russe des Affaires étrangères Roumiantsev et l'ambassadeur Caulaincourt élaborent et signent une convention qui, d'une part, précise dans son article I que « le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli » et, d'autre part, interdit dans son article V tout nouvel agrandissement du duché de Varsovie. Mais à peine signée, la convention est rejetée par Napoléon qui propose de lui substituer un article rédigé dans les termes suivants : « L'empereur Napoléon s'engage à ne jamais donner aucun secours ni assistance à quelque puissance ou à quelque soulèvement intérieur que ce puisse être qui tendraient à rétablir le royaume de Pologne<sup>7</sup>. » Jugée trop vague et trop floue, la formule se heurte au refus d'Alexandre I<sup>er</sup>. C'est l'impasse.

Au problème polonais, s'ajoute la question du blocus continental et de son coût pour l'économie russe.

À la veille de l'entrée en vigueur du blocus continental, c'est vers l'Angleterre que la Russie exporte la plus grande partie de ses matières premières dont le fer, le chanvre, le bois, le lin, le blé, la potasse et la cire ; à elle seule, l'Angleterre représente plus de la moitié du commerce extérieur russe. De surcroît, à cette date, une grande partie des exportations russes (dont le blé) sont acheminées vers l'Europe occidentale par des navires battant pavillon britannique. Or le blocus qui se met en place en Russie au printemps 1808 interrompt ces flux sans que les négociants et les industriels russes aient été en mesure de trouver d'autres armateurs. Les conséquences ne se font pas attendre : dès la fin de l'année 1808, le volume des exportations de marchandises russes transitant par les ports de la mer Baltique est trois fois moins élevé qu'en 1806<sup>8</sup>, ce qui engendre une crise économique et financière. En quelques mois, le rouble assignat perd 50 % de sa valeur, la mévente des produits agricoles se traduit par un marasme sans précédent et le Trésor impérial connaît un déficit croissant : 126 millions de roubles en 1808, 157 en 1809. Dans ce contexte, Alexandre I<sup>er</sup> tente de plaider auprès de son allié la cause des navires neutres – américains en premier lieu – et de mettre en avant ses propres difficultés, mais il ne parvient pas à faire fléchir Napoléon. Devant l'échec des discussions, le tsar réplique le 31 décembre par un oukase ouvrant les ports russes aux navires neutres et taxant lourdement les produits français de luxe arrivés par voie de terre. Désormais, l'alliance économique n'est pas plus de mise que l'alliance politique.

Enfin, un dernier sujet, l'affaire du duché d'Oldenbourg, vient mettre un comble à la tension.

À la mi-décembre 1810, Napoléon prend la décision d'annexer le duché d'Oldenbourg au motif que celui-ci est devenu un entrepôt de marchandises de contrebande anglaise qui rend le blocus inefficace. Compte tenu des liens unissant la Russie au duché – le fils du duc d'Oldenbourg, Georges, est le beau-frère d'Alexandre –, la décision de Napoléon suscite, comme l'affaire du duc d'Enghien six ans plus tôt, la colère



d'Alexandre. Pour désamorcer l'exaspération du tsar, Napoléon propose de dédommager le duc en lui offrant Erfurt, mais ce marchandage, jugé odieux par le duc comme par Alexandre I<sup>er</sup>, se heurte à une fin de non-recevoir. Le 13 mars 1811, dans une lettre à Napoléon, le tsar exprime, en termes retenus mais très explicites, l'ampleur de son ressentiment et de sa déception devant l'évolution des relations franco-russes<sup>9</sup> ; pour lui, à cette date, comme pour Napoléon quelques mois plus tôt, la guerre est désormais inexorable : « Je vous trace ces lignes avec un cœur serré [...]. Tout prend une teinte assez noire. Georges<sup>10</sup> vous montrera ma lettre. Il paraît que le sang doit couler encore : du moins ai-je fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour l'éviter<sup>11</sup> », écrit-il en janvier, soucieux, à sa sœur Catherine.

### *Préparatifs*

Revenus de leurs derniers espoirs de paix, les deux États commencent au printemps 1811 à se préparer ouvertement au conflit sur les plans géopolitique, stratégique et militaire ; mais en réalité, un certain nombre de dispositions, visant à « surveiller » un allié dont on se méfie, ont été, de manière discrète, mises en place bien avant cette date.

Dès son accession au pouvoir, Napoléon a considéré l'espionnage et le renseignement comme des instruments essentiels destinés à nourrir sa réflexion stratégique et son action. À partir de 1808, un faisceau d'informations les plus diverses, puisées dans les bulletins de la police générale, dans les dépêches du préfet de police de Paris, dans les lettres interceptées par la poste, dans les journaux étrangers, converge chaque jour vers le bureau de Napoléon<sup>12</sup>. En outre, au sein de l'État-Major général dirigé depuis 1796 par le maréchal Berthier, le 5<sup>e</sup> bureau, dit aussi « bureau topographique » ou « bureau des ingénieurs-géographes », a vocation à délivrer, lorsqu'une campagne militaire se profile, des informations précises quant à la nature du terrain sur lequel il faudra combattre, l'emplacement des cours d'eau, la localisation des magasins de l'ennemi,

en passant par la toponymie des villages et des villes... Le général Louis-Albert Bacler d'Albe – « qui avait été ingénieur géographe auprès du général Bonaparte en Italie <sup>13</sup> » – dirige ce 5<sup>e</sup> bureau. Cartographe surdoué mais également artiste, l'homme est capable de mettre en dessins imagés les cartes les plus ingrates, permettant ainsi à Napoléon de visualiser facilement le théâtre des combats à venir. Entre les deux hommes, la confiance est immense, comme l'atteste le baron Fain dans ses mémoires :

On appelait d'Albe quand l'Empereur voulait lire des dépêches sur la carte ; celui-ci indiquait, par des épingles à têtes rouges ou noires, les emplacements occupés par nos troupes et par l'ennemi ; il faisait ensuite ressortir par des nuances colorées les signes de rivières, de montagnes ou de frontières qui importaient le plus à la question ; enfin il préparait les calculs de la distance, mettait l'échelle en évidence et ouvrait le compas à côté.

Les dépêches étant ainsi appliquées sur la carte, l'Empereur venait en prendre connaissance. D'Albe lui en faisait un rapport sommaire ; l'empereur le suivait du doigt et faisait marcher le compas à travers les épingles ; souvent la grande dimension des cartes forçait l'Empereur à s'étendre de tout son long sur la table et d'Albe d'y monter aussitôt pour rester maître de son terrain ; je les ai vus plus d'une fois tous deux sur cette grande table et s'interrompant par une brusque exclamation, au plus fort de leur travail, quand la tête de l'un venait heurter trop rudement la tête de l'autre <sup>14</sup>.

Pour autant, les résultats de ce bureau topographique ne sont pas toujours à la hauteur des attentes de l'empereur ; le 9 août 1809, du camp de Schönbrunn, très insatisfait du travail de reconnaissance mené par ses ingénieurs durant la campagne contre l'Autriche, Napoléon édicte l'ordre suivant :

Une méthode précise est la seule qui convienne à l'Empereur. On annoncera la longueur des chemins et leur largeur, leurs qualités ; on dessinera exactement les contours des chemins, qui souvent ne peuvent s'expliquer que par la bizarrerie du terrain. Les rivières doivent être aussi tracées et mesurées avec soin, les ponts et les gués marqués. Le nombre des maisons et des habitants des villes et des villages sera indiqué. Autant que possible, on cotera les hauteurs des collines et montagnes, afin qu'on puisse facilement juger les points dominants ; ces cotes ne doivent être que relatives entre elles. On ne peut sur ce point, et sur beaucoup d'autres, entrer dans des détails trop minutieux ; mais il faut exprimer toujours de la manière la plus simple comment la

chose se peint à l'œil et à l'observateur [...]. Il y aura une échelle constante pour tous les dessins<sup>15</sup>.

Avec la menace de la guerre, le renseignement gagne encore en importance. Au printemps 1810, Napoléon en augmente les crédits d'un quart<sup>16</sup> ; il exige de tous les postes diplomatiques sensibles – Saint-Petersbourg mais également Varsovie et Stockholm – qu'ils participent à la collecte d'informations militaires envoyées à Paris et les adressent au Bureau de la statistique extérieure ; le directeur de ce bureau, Lelorgne d'Ideville, auditeur au Conseil d'État et interprète polyglotte, les compile alors pour en fournir une synthèse quotidienne à l'empereur. Un an plus tard, en mars 1811, le diplomate Louis Bignon est envoyé comme résident à Varsovie et administrateur du duché. Outre ses fonctions officielles, il a pour mission de dresser des cartes topographiques de la région et de mettre en place un solide réseau d'espionnage militaire. Le 20 décembre 1811, Napoléon demande à Hugues Bernard Maret, duc de Bassano et ministre des Relations extérieures, d'écrire à Bignon pour l'informer de ceci :

Si la guerre avait lieu, mon intention est de l'attacher à mon quartier général et de le mettre à la tête de la police secrète comprenant l'espionnage dans l'armée ennemie, la traduction des lettres et pièces interceptées, les rapports des prisonniers, etc. ; qu'il est donc nécessaire que, dès aujourd'hui, il monte une bonne organisation de police secrète ; qu'il faudrait qu'il y eût deux Polonais parlant bien la langue russe, militaires, ayant fait la guerre, intelligents, et dans lesquels on pût avoir confiance, connaissant l'un la Lituanie, l'autre la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine, et un troisième parlant allemand et connaissant bien la Livonie et la Courlande. Ces trois officiers seront chargés d'interroger les prisonniers. Ils devraient parler parfaitement le polonais, le russe et l'allemand. Ils auront sous leurs ordres une douzaine d'agents bien choisis, lesquels seront payés suivant les renseignements qu'ils donneront. Ils devraient également être en état de donner des éclaircissements sur les endroits où passerait l'armée. [...] En commençant cette organisation, les trois agents de correspondance devront avoir des agents sur les routes de Pétersbourg à Vilna, de Pétersbourg à Riga, de Riga à Memel, sur les routes de Kiev, et sur les trois routes qui, de Bucarest, conduisent à Saint-Petersbourg, à Moscou et à Grodno ; en envoyer à Riga, à Dunabourg, à Pinsk dans les marais, à Grodno, donner l'état de situation des fortifications jour par jour. Si les renseignements sont satisfaisants, je ne regretterai pas une dépense de 12 000 francs par mois. Pendant la guerre, les récompenses pour ceux qui donneront des avis utiles à temps seront indéterminées.

Il y a parmi les Polonais des hommes qui connaissent les fortifications et qui peuvent, de ces différentes places, bien indiquer l'état où elles se trouvent <sup>17</sup>.

Mais le temps manquera à Bignon pour établir le réseau requis : les données collectées et les cartes topographiques qu'il fait établir pour faciliter les déplacements de la Grande Armée resteront imprécises. Une déficience non négligeable à l'heure de la campagne de Russie.

Parallèlement, en vue de désorganiser et d'affaiblir l'économie russe, la direction de la police secrète entreprend, sous l'autorité d'abord du ministre Fouché puis de son successeur Savary, d'imprimer à grande échelle – 24 presses y travailleront ! – de faux roubles. Fabriquée dès 1811 sous le double contrôle de Lelorgne d'Ideville et de Fain, l'imprimeur en chef et frère du secrétaire de Napoléon, cette fausse monnaie est pour partie écoulée en toute bonne foi par des voyageurs et des négociants se rendant en Russie <sup>18</sup> et pour partie stockée par l'intendance militaire : une fois la Grande Armée en Russie, on devra se servir de ces roubles pour payer les achats des troupes. On le voit, la préparation de la campagne englobe, du côté français, des domaines allant bien au-delà de la stricte sphère militaire.

En Russie, les activités d'intelligence et d'espionnage sont également très développées mais elles revêtent des caractéristiques différentes. Dès 1808-1809, de plus en plus méfiant vis-à-vis de Napoléon, Alexandre charge Mikhaïl Mikhaïlovitch Spéranski, secrétaire d'État et vice-ministre de la Justice, de mettre sur pied, à Paris, à l'insu de tout le corps diplomatique (ministre des Affaires étrangères et ambassadeur Kourakine compris), deux dispositifs de renseignement et d'influence, l'un politique, l'autre militaire. Au centre du dispositif politique se trouve le jeune comte de Nesselrode, alors âgé de 27 ans. Destinataire à Paris de toutes les informations glanées par ses informateurs, le diplomate est chargé de les acheminer discrètement en Russie auprès de Spéranski ; parmi ses correspondants français – voire ses « indicateurs » –, on ne sera pas surpris de repérer Talleyrand, qui, moyennant finances, adresse à Nesselrode, de manière régulière, des rapports secrets sur l'état de la France. Ces lettres <sup>19</sup> en apparence banales – tous les noms sont masqués

derrière des prénoms anodins – ne recèlent aucun intérêt militaire ou logistique, mais elles permettent à Alexandre de saisir l'humeur du pays et de mieux comprendre les équilibres en présence. Ponctuellement, Nesselrode parvient aussi, en soudoyant à prix fort des Français haut placés, à se procurer des documents diplomatico-militaires secrets : ainsi, par exemple, un précieux rapport sur les ressources militaires du duché de Varsovie<sup>20</sup>.

Ce réseau politique se double d'un réseau d'espionnage plus proprement militaire. Il fonctionne du début 1809 à février 1812, date à laquelle son principal responsable, Michel, un fonctionnaire en poste au service des transports du ministère de la Guerre, est découvert avec ses trois complices, et aussitôt jugé, condamné à mort et enfin guillotiné le 3 mai 1812. Durant près de trois ans, Michel transmettra au colonel Alexandre Tchernytchev – un aide de camp d'Alexandre, brillant officier, charmeur et bien introduit dans les salons parisiens – copie des « carnets de situation » qui, destinés à son ministre, livrent deux fois par mois des données sur les ressources, les effectifs et les emplacements de la Grande Armée. S'il est démantelé quelques mois avant le début de la campagne de 1812, le réseau de Tchernytchev n'en aura pas moins constitué une inestimable source d'information pour le pouvoir tsariste.

Enfin, à ces deux dispositifs spécifiquement basés à Paris, s'ajoute, organisé sous l'égide du ministre de la Guerre Barclay de Tolly, un réseau de renseignement constitué par les attachés militaires en poste dans différents États d'Europe. À partir de 1810 en effet, des officiers, « jeunes et en général très compétents<sup>21</sup> », sont envoyés comme attachés dans les missions militaires russes installées auprès des cours allemandes. Il s'agit pour eux de glaner des informations tant sur la situation générale de ces territoires que, de manière plus précise, sur l'organisation et les mouvements de leurs troupes, ralliées malgré elles à l'empereur des Français. Dans ce maillage, la mission russe de Berlin dirigée à partir de janvier 1810 par Christophe Lieven<sup>22</sup> sera particulièrement efficace.

Au vu des documents collectés par ces différents réseaux, pour Alexandre comme pour ses conseillers les plus proches, il

est clair, dès l'été 1810, que la guerre aura lieu <sup>23</sup>. D'où la nécessité de procéder à des réaménagements dans l'organisation des structures militaires et de recourir pour cela à un homme d'expérience, Michel Barclay de Tolly <sup>24</sup>, nommé en janvier 1810 ministre de la Guerre.

Né en décembre 1761 en Livonie, issu d'une famille luthérienne d'origine écossaise, Barclay est entré dans l'armée dès l'âge de 15 ans en tant que sous-officier ; intégré dans le régiment des grenadiers de Saint-Pétersbourg en 1790, il en est promu colonel quatre ans plus tard. Au fil de ses trente-trois ans de carrière, l'homme révèle sa droiture, son honnêteté, en même temps qu'un exemplaire courage au feu et un dévouement sans faille à l'Empire russe : en février 1807, sa conduite valeureuse à la bataille d'Eylau lui vaut d'être élevé au grade de lieutenant général ; en 1808-1809, c'est lui qui dirige avec succès les troupes russes engagées contre la Suède pour la conquête de la Finlande. Pour prix de ses succès, il est promu en mai 1809 au rang de général d'infanterie et devient gouverneur général de Finlande, poste qu'il occupe jusqu'à sa nomination au poste de ministre de la Guerre.

À ce nouveau poste, son action prend une triple forme. Il lance tout d'abord une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour assurer une meilleure défense du territoire ; le 2 mars 1810, dans un premier mémorandum sobrement intitulé « Sur la défense des frontières occidentales de la Russie » et adressé directement au tsar <sup>25</sup>, il souligne la difficulté de défendre ces frontières : longues, privées de tout obstacle naturel, elles sont, de surcroît, pauvres en fortifications. Face à l'imminence de la menace française, il convient donc de renforcer les forteresses existantes et de se hâter d'en construire de nouvelles. Mais Barclay de Tolly affirme aussi que si le temps venait à manquer pour faire face à l'attaque ennemie, il faudrait renoncer à défendre les terres lituaniennes et biélorusses, les abandonner – non sans en avoir retiré au préalable toutes les ressources potentiellement utilisables par l'ennemi – et établir la ligne principale de défense de l'armée le long de la Dvina et du Dniepr. Ce mémorandum revêt un intérêt majeur : il souligne que dès le début 1810, Barclay de Tolly envisage non

seulement une guerre défensive, mais une stratégie construite sur une retraite vers l'est, susceptible de sacrifier les terres de Lituanie et de Biélorussie.

Parallèlement, sur la base d'un rapport alarmiste rédigé en octobre 1810 par le général Alekseï Andreïevitch Araktcheïev<sup>26</sup>, ancien ministre de la Guerre<sup>27</sup> et inspecteur général de l'infanterie et de l'artillerie depuis 1803, qui dénonce l'insuffisance des troupes de réserve et le taux élevé d'inaptes dans l'armée russe (il évalue à 10 % la proportion des hommes incapables de s'adapter au régime et au rythme militaires), Barclay procède à de nouvelles levées de conscrits marquées par une augmentation substantielle du nombre de recrues par habitant. Alors que l'oukase impérial de l'automne 1810 recrutait un homme pour 700 âmes, celui de 1811 exige un homme pour 500 âmes, et celui de mars 1812, deux pour 500<sup>28</sup>. Cette augmentation des effectifs permet une rapide montée en puissance de l'armée russe : tandis qu'en 1811 Alexandre dispose de 225 000 hommes armés et équipés répartis en petites unités entre la Dvina et le Dniepr, un an plus tard, sans compter les troupes cosaques, l'armée russe se compose de trois armées structurées en douze corps d'infanterie et cinq de cavalerie, soit 380 000 fantassins et 80 000 cavaliers.

À partir de la campagne de recrutement de septembre 1810, Barclay cherche aussi à perfectionner l'instruction des combattants. Il augmente les marches destinées à améliorer l'endurance des troupes d'infanterie ainsi que la fréquence des exercices de tir. En juin 1811, le ministre ordonne que les exercices se déroulent avec les baïonnettes au canon de façon à reproduire les conditions réelles des combats<sup>29</sup> ; et prenant le contre-pied de la formule de Souvorov qui en 1797 glorifiait l'usage de la baïonnette en proclamant « la balle est folle, la baïonnette sait ce qu'elle fait », il insiste, dans plusieurs directives destinées aux instructeurs, sur la nécessité d'inculquer aux hommes la précision des tirs<sup>30</sup>.

Barclay se préoccupe également de l'état général de ses troupes. Frappé par la mauvaise santé des soldats (un rapport établi par le médecin en chef des armées impériales, le chirurgien écossais James Wylie<sup>31</sup>, met en cause leur alimentation trop

pauvre en viande), il autorise les fantassins, en temps de paix, « à consacrer trois jours par semaine à des menus travaux pour se payer trois ou quatre roubles de viande<sup>32</sup> ». En outre, pour développer un esprit de corps entre soldats et officiers, le ministre exige du commandement qu'il fasse, contrairement aux pratiques répandues dans l'armée russe, un usage pondéré des châtiments corporels.

Tirant les leçons des échecs des années 1805-1807, et pointant lucidement les faiblesses de l'armée russe, dont au premier plan l'insuffisante coordination entre les différentes unités<sup>33</sup>, Barclay s'attaque aussi à son organisation.

Il commence par réformer les services d'état-major et ceux du ministère de la Guerre : à l'été 1810 il instaure un service d'espionnage fonctionnant, comme on l'a vu précédemment, avec les attachés militaires envoyés auprès des ambassades russes à l'étranger, ainsi qu'un service de contre-espionnage ; il édicte des règlements et des lois destinés à régir les liens qui, en temps de guerre, devront s'établir entre pouvoir militaire et administration civile : au tout début de l'année 1812, un règlement place ainsi tous les fonctionnaires des régions de l'empire décrétées en état de guerre, sous l'autorité unique de l'intendant général de l'armée, lequel aura toute latitude pour réquisitionner nourriture, fourrage et moyens de transport<sup>34</sup>.

Enfin, à partir de la fin de l'année 1810, Barclay revoit la structure de l'armée. Il lui impose un schéma plus uniforme : « À la fin de 1810, tous les régiments d'infanterie étaient constitués de trois bataillons, chaque bataillon de quatre compagnies » tandis que « le bataillon devient l'unité tactique de base<sup>35</sup> » ; de même, les divisions d'infanterie, désormais composées de « quatre régiments d'infanterie et deux de chasseurs, avec une brigade d'artillerie de campagne », gagnent en cohérence. Il s'attelle aussi à la question de la réserve, maillon faible de l'armée impériale, en procédant à la création d'une armée de réserve à raison de dix divisions d'infanterie pour quatre divisions de cavalerie et sept brigades d'artillerie<sup>36</sup> ; enfin, dans la seconde moitié de l'année 1811, il fait établir des dépôts de vivres et de fourrages à Novgorod et Sosnitsa, et construire des